REPUBLIQUE DE VANUATU

REPUBLIC OF VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

24 AOUT 1981 | No. 40 | 24th AUGUST, 1981

SONT PUBLIES DES TEXTES SUIVANTS

LOIS

Projet De loi No 13 De 1981
Relatif Aux Institutions
Financieres Internationales

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ACTS

Bill for the International
Financial Institution Act
No. 13 of 1981.

ARRETES

Arrete No 111 De 1981
Relatif Aux Conseils
Provincaux (Date Des Elections)
(Seconde Revision

ORDERS

The Local Government Councils
(Date of Elections) Amendment
No. 2) Order No 111 of 1981.

Contents Page

PUBLIC NOTICES.

NOTICE OF DISSOLUTION OF PR PARTNERSHIP

1. The Coltage 1

NOTICE OF WINDING-UP

1. Chiswick Limited 2
2. Wellington Limited

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° 13 DE 1981 RELATIF AUX INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Sommaire

1. Définitions.
2. Affiliation aux institutions financières internationales.
3. Participation au Département des droits de tirage spéciaux du Fonds.
4. Dépenses et recettes.
5. Dispositions des statuts des institutions ayant force de loi à Vanuatu.
6. Arrêtés d'application.
7. Abrogation.
8. Entrée en vigueur.

ANNEXE

TITRE 1
Statuts du Fonds monétaire international

TITRE 2
Statuts de la Banque mondiale

TITRE 3
Statuts de la Société financière internationale

TITRE 4
Statuts de l'Association internationale de développement.

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° 15 DE 1981 RELATIF AUX INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

relatif à l'appartenance de la République de Vanuatu à certaines institutions internationales.

Le président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

ARTICLE 1er. Dans la présente loi :

"Association" désigne l'Association internationale de développement ;

"Banque centrale" désigne la Banque centrale de Vanuatu ;

"Banque mondiale" désigne la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ;

"Fonds" désigne le Fonds monétaire international ;

"Ministre" désigne le ministre responsable des finances ;

"Société" désigne la Société financière internationale.

Article 2. Le Ministre, ou tout représentant qu'il aura désigné par écrit, est autorisé à accepter au nom de la République de Vanuatu la qualité de membre du Fonds, de la Banque mondiale, de la Société et de l'Association en se conformant à leurs statuts et en acceptant les termes et conditions des résolutions de leurs Conseils des gouverneurs respectifs. A cet effet, le Ministre, ou tout représentant qu'il aura désigné par écrit, est autorisé :

a) à signer l'exemplaire original des statuts de ces institutions ; et

b) à exécuter et à déposer tous instruments et documents pouvant être requis à cette fin.

ARTICLE 3. Lors de son admission au Fonds, la République de Vanuatu est autorisée à participer aux opérations du Département des droits de tirage spéciaux. Le Ministre, agissant au nom de la République de Vanuatu, est en outre autorisé à déposer auprès du Fonds un instrument attestant que Vanuatu assume toutes les obligations d'un participant au Département des droits de tirage spéciaux conformément à sa législation et que toutes les mesures nécessaires ont été prises à cet effet.

ARTICLE 4.1. La Banque centrale est autorisée à emprunter, ou à acquérir par tout moyen approprié, les montants qu'elle est chargée, au nom de la République de Vanuatu, de verser au Fonds, à la Banque mondiale, à la Société et à l'Association conformément à leurs statuts et aux termes et conditions des résolutions relatives à l'admission de Vanuatu comme membre desdites institutions. La Banque centrale est en outre autorisée et chargée d'effectuer les paiements au titre de la participation de la République de Vanuatu au Département des droits de tirage spéciaux du Fonds.

.../...

2. La Banque centrale est autorisée à émettre conformément aux statuts du Fonds, de la Banque mondiale et de l'Association des bons ne portant pas d'intérêts et n'étant pas négociables, si l'admission de la République de Vanuatu auxdites institutions en rend l'émission nécessaire ou appropriée.

3. Sont créditées à la Banque centrale toutes les sommes que la République de Vanuatu perçoit du Fonds, y compris l'or, les monnaies ou les droits de tirage spéciaux qui lui sont versés ou alloués ou qu'elle pourrait par ailleurs acquérir du fait de sa participation au Département des droits de tirage spéciaux. Il en est de même de toutes les sommes que la République de Vanuatu perçoit de l'Association, de la Société, du Fonds et de la Banque mondiale au titre des parts qu'elle a souscrites ou de tout autre contribution supplémentaire qu'elle a effectuée.

ARTICLE 5. 1. Les dispositions

a) de la première phrase de la section 2 b) de l'article VIII, des sections 2 à 9 incluse de l'article IX et de l'article XXI b) des statuts du Fonds

b) des sections 2 à 9 incluse de l'article VII des statuts de la Banque mondiale

c) des sections 2 à 9 incluse de l'article VI des statuts de la Société et

d) des sections 2 à 9 incluse de l'article VIII des statuts de l'Association,

ont force de loi dans la République de Vanuatu lors de son admission à ces institutions.

2. Aucune des dispositions des statuts mentionnés au paragraphe 1) ne peut être interprétée comme étant de nature à :

a) autoriser le Fonds, la Banque mondiale, la Société ou l'Association à importer des marchandises en franchise douanière sans aucune restriction sur la vente postérieure de ces marchandises dans le pays d'importation ;

b) accorder à ces institutions une exonération des droits ou des taxes faisant partie du prix des marchandises vendues, ou

c) accorder à ces institutions une exonération de droit ou de taxe ne constituant en fait que des frais pour services rendus.

3. Les dispositions visées au paragraphe 1 figurent en Annexe.

ARTICLE 6. Le Ministre peut prendre des arrêtés d'application visant à une meilleure exécution des dispositions du présent texte.

ARTICLE 7. Le Règlement Conjoint N° 6 de 1964 est abrogé.

ARTICLE 8. La présente loi entrera en vigueur au jour de sa publication au Journal officiel.

.....

ANNEXE (Article 5)

TITRE 1

Statuts du Fonds monétaire international

Article VIII Section 2 b)

Section 2 b) Les contrats de change qui mettent en jeu la monnaie d'un membre et sont contraires aux réglementations de contrôle des changes que ce membre maintient en vigueur ou qu'il a introduites en conformité avec les présents Statuts ne seront exécutoires sur les territoires d'aucun membre.

Article IX

Sections 2 à 9

Section 2. Statut juridique du Fonds

Le Fonds jouira de la pleine personnalité juridique et en particulier de la capacité :

i) de contracter ;

ii) d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer ;

iii) d'ester en justice.

Section 3. Immunité de juridiction

Le Fonds, ses biens et ses avoirs, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, jouiront de l'immunité de juridiction sous tous ses aspects sauf dans la mesure où il y renoncera expressément en vue d'une procédure déterminée ou en vertu d'un contrat.

Section 4. Autres immunités

Les biens et les avoirs du Fonds, où qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, ne pourront faire l'objet de perquisitions, réquisitions, confiscations, expropriations, ou de toute autre forme de saisie de la part du pouvoir exécutif ou législatif.

Section 5. Inviolabilité des archives

Les archives du Fonds seront inviolables.

Section 6. Exemption de restrictions

Dans la mesure nécessaire à l'exercice des activités prévues aux présents Statuts, les biens et avoirs du Fonds seront exempts de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.

... ...

Section 7. Privilège en matière de communications

Les communications officielles du Fonds seront traitées par chaque membre de la même manière que les communications officielles des autres membres.

Section 8. Immunités et privilèges des fonctionnaires et employés

Les gouverneurs, les administrateurs, les suppléants, les membres des comités, les représentants désignés conformément à la section 3, paragraphe j), de l'article XII, les conseillers des personnes précitées, les fonctionnaires et employés du Fonds

i) ne pourront faire l'objet de poursuites en raison des actes accomplis par eux dans l'exercice officiel de leurs fonctions, sauf au cas où le Fonds renoncerait à cette immunité ;

ii) quand ils ne seront pas ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, ils bénéficieront des mêmes immunités à l'égard des restrictions relatives à l'immigration, de l'enregistrement des étrangers et des obligations militaires, et, en matière de restrictions de change, des mêmes avantages que ceux accordés par les membres aux représentants, fonctionnaires et employés des autres membres jouissant d'un statut équivalent ; et

iii) bénéficieront, en matière de facilités de voyage, du même traitement que celui qui est accordé par les membres aux représentants, fonctionnaires et employés des autres membres jouissant d'un statut équivalent.

Section 9. Immunités fiscales

a) Le Fonds, ses avoirs, biens, revenus, ainsi que ses opérations et transactions autorisées par les présents Statuts, seront exonérés de tous impôts et de tous droits de douane. Le Fonds sera également exempté de toute obligation relative au recouvrement ou au paiement d'un impôt ou droit quelconque.

b) Aucun impôt ne sera perçu sur les traitements et émoluments versés par le Fonds aux administrateurs, suppléants, fonctionnaires ou employés du Fonds, qui ne sont pas citoyens, sujets ou ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions.

c) Aucun impôt d'une nature quelconque ne sera perçu sur des obligations ou titres émis par le Fonds, ni sur les dividendes et intérêts y afférents, quel que soit le détenteur de ces titres :

i) si cet impôt présente, à l'égard de ces obligations ou titres, un caractère discriminatoire exclusivement fondé sur leur origine ;

ii) ou si un tel impôt a pour seul fondement juridique le lieu ou la monnaie d'émission, le lieu ou la monnaie de règlement prévu ou effectif, ou la situation territoriale d'un bureau ou d'une agence du Fonds.

Article XXI b)

b) En dehors des privilèges et immunités accordés en vertu de l'article IX des présents Statuts, les droits de tirage spéciaux et les opérations et transactions dont ils feront l'objet seront exonérés de tout impôt.

TITRE 2

Statuts de la Banque mondiale

Article VII

Section 2 à 9

Section 2 Statut Juridique de la Banque

La Banque aura une personnalité juridique complète, et en particulier, la capacité :

i) de contracter ;

ii) d'acquérir et aliéner des biens meubles et immeubles ;

iii) d'ester en justice.

Section 3 Situation de la Banque au Point de Vue des Poursuites Judiciaires

La Banque ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction sur les territoires d'un Etat-membre où elle possède un bureau, a désigné un agent chargé de recevoir les significations ou notifications de sommations ou a émis ou garanti des titres. Aucune action judiciaire ne pourra cependant être intentée par des Etats-membres ou par des personnes agissant pour le compte desdits Etats, ou faisant valoir des droits cédés par ceux-ci. Les biens et avoirs de la Banque où qu'ils soient et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri le toute forme de saisie, d'opposition ou d'exécution tant qu'un jugement définitif n'aura pas été prononcé contre la Banque.

Section 4 Insaisissabilité des Avoirs

Les biens et avoirs de la Banque, où qu'ils soient situés et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri des perquisitions, réquisitions, confiscations, expropriations ou toute autre forme de saisie de la part du pouvoir exécutif ou législatif.

Section 5 Inviolabilité des Archives

Les archives de la Banque seront inviolables.

.../...

ction 6 Exemption au Profit des Avoirs de la Banque

Dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des opérations prévues dans le présent Accord et sous réserve des dispositions de celui-ci, tous les biens et avoirs de la Banque seront exempts des restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.

ction 7 Privilège en Matière de Communications

Les Etats-membres appliqueront aux communications officielles de la Banque le même traitement qu'aux communications officielles des autres Etats-membres.

ection 8 Immunités et Privilèges des Dirigeants et du Personnel

Tous les Gouverneurs, Administrateurs, suppléants, dirigeants et tout personnel de la Banque :

i) ne pourront faire l'objet de poursuites à raison des actes accomplis par eux dans l'exercice officiel de leurs fonctions, sauf lorsque la Banque aura levé cette immunité ;

ii) quand ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, ils bénéficieront, en matière de restrictions à l'immigration, de formalités d'enregistrement des étrangers, d'obligations militaires et en matière de restrictions de change, des mêmes immunités et des mêmes facilités que celles qui sont accordées par les Etats-membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres Etats-membres ;

iii) bénéficieront, en matière de facilités de voyage, du même traitement que celui qui est accordé par les Etats-membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres Etats-membres.

ection 9 Immunités Fiscales

a) La Banque, ses avoirs, biens, revenus, ainsi que ses opérations et transactions autorisées par le présent Accord seront exonérés de tous impôts et de tous droits de douane. La Banque sera également exemptée de toute obligation relative au recouvrement ou au payement d'un impôt ou droit quelconque.

b) Aucun impôt ne sera perçu sur les traitements et émoluments payés par la Banque à ses Administrateurs, suppléants, dirigeants ou employés, s'ils ne sont pas des citoyens, des sujets, ou des ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions.

c) Aucun impôt d'une nature quelconque ne sera perçu sur les obligations ou valeurs émises par la Banque ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres :

i) si cet impôt constitue une mesure de discrmination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est émise par la Banque ;

ii) ou si un tel impôt a pour seule base juridique le lieu ou la monnaie d'émission, le lieu ou la monnaie de règlement prévu ou effectif, ou l'emplacement d'un bureau ou autre centre d'opérations de la Banque.

.../...

d) Aucun impôt ne sera perçu sur une obligation ou valeur garantie par la Banque, ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres :

i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est garantie par la Banque ;

ii) ou si un tel impôt a pour seule base juridique l'emplacement d'un bureau ou centre d'opérations de la Banque.

TITRE 3

Statuts de la Société financière internationale

Article VI

Sections 2 à 9

Section 2 **Statut Juridique de la Société**

La Société aura une personnalité juridique complète et, en particulier, la capacité :

i) de contracter ;

ii) d'acquérir et aliéner des biens meubles et immeubles ;

iii) d'ester en justice.

Section 3 **Situation de la Société au Point de Vue des Poursuites Judiciaires**

La Société ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction sur les territoires d'un Etat-membre où elle possède un bureau, a désigné un agent chargé de recevoir les significations ou notifications de sommations ou a émis ou garanti des titres. Aucune action judiciaire ne pourra cependant être intentée par des Etats-membres ou par des personnes agissant pour le compte desdits Etats, ou faisant valoir des droits cédés par ceux-ci. Les biens et avoirs de la Société où qu'ils soient situés et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri de toute forme de saisie, d'opposition ou d'exécution tant qu'un jugement définitif n'aura pas été prononcé contre la Société.

Section 4 **Insaisissabilité des Avoirs**

Les biens et avoirs de la Société, où qu'ils soient situés et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri des perquisitions, réquisitions, confiscations, expropriations ou toute autre forme de saisie de la part du pouvoir exécutif ou législatif.

Section 5 **Inviolabilité des Archives**

Les archives de la Société seront inviolables.

Section 6 **Exemption au Profit des Avoirs de la Société**

Dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des opérations prévues dans le présent Accord et sous réserve des dispositions de celui-ci, tous les biens et avoirs de la Société seront exempts des restrictions, réglementations contrôles et moratoires de toute nature.

.../...

Section 7 Privilège en Matière de Communications

Les Etats-membres appliqueront aux communications officielles de la Société le même traitement qu'aux communications officielles des autres Etats-membres.

Section 8 Immunités et Privilèges des Dirigeants et du Personnel

Tous les Gouverneurs, Administrateurs, suppléants, dirigeants et tout le personnel de la Société :

i) ne pourront faire l'objet de poursuites à raison des actes accomplis par eux dans l'exercice officiel de leurs fonctions ;

ii) quand ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, ils bénéficieront, en matière de restrictions à l'immigration, de formalités d'enregistrement des étrangers, d'obligations militaires et en matière de restrictions de change, des mêmes immunités et des mêmes facilités que celles qui sont accordées par les Etats-membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres Etats-membres ;

iii) bénéficieront, en matière de facilités de voyage, du même traitement que celui qui est accordé par les Etats-membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres Etats-membres.

Section 9 Immunités Fiscales

a) La Société, ses avoirs, biens, revenus, ainsi que ses opérations et transactions autorisées par le présent Accord seront exonérés de tous impôts et de tous droits de douane. La Société sera également exemptée de toute obligation relative au recouvrement ou au payement d'un impôt ou droit quelconque.

b) Aucun impôt ne sera perçu sur les traitements et émoluments payés par la Société à ses Administrateurs, suppléants, dirigeants ou employés, s'ils ne sont pas des citoyens, des sujets, ou des ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions.

c) Aucun impôt d'une nature quelconque ne sera perçu sur les obligations ou valeurs émises par la Société ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres :

i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est émise par la Société ;

ii) ou si un tel impôt a pour seule base juridique le lieu ou la monnaie d'émission, le lieu ou la monnaie de règlement prévu ou effectif, ou l'emplacement d'un bureau ou autre centre d'opérations de la Société.

d) Aucun impôt ne sera perçu sur une obligation ou valeur garantie par la Société, ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres :

i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est garantie par la Société ;

ii) ou si un tel impôt a pour seule base juridique l'emplacement d'un bureau ou centre d'opérations de la Société.

.../...

TITRE 4

Statuts de l'Association internationale de développement

Article VIII

Sections 2 à 9

Section 2 Statut Juridique de l'Association

L'Association aura une personnalité juridique complète et, en particulier, la capacité

i) de contracter ,

ii) d'acquérir et aliéner des biens meubles et immeubles ,

iii) d'ester en justice.

Section 3 Situation de l'Association au Point de Vue des Poursuites Judiciaires

L'Association ne peut être poursuivie que devant un tribunal ayant juridiction sur les territoires d'un Etat-membre où elle possède un bureau, a désigné un agent chargé de recevoir les significations notifications de sommations ou a émis ou garanti des titres. Aucune action judiciaire ne pourra cependant être intentée par des Etats-membres ou par des personnes agissant pour le compte desdits Etats, ou faisant valoir des droits cédés par ceux-ci. Les biens et avoirs de l'Association où qu'ils soient situés et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri le toute forme de saisie, d'opposition ou d'exécution tant qu'un jugement définitif n'aura pas été prononcé contre l'Association.

Section 4 Insaisissabilité des Avoirs

Les biens et avoirs de l'Association, où qu'ils soient situés et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri des perquisitions, réquisitions confiscations, expropriations ou toute autre forme de saisie de la part du pouvoir exécutif ou législatif.

Section 5 Inviolabilité des Archives

Les archives de l'Association seront inviolables.

Section 6 Exemption au Profit des Avoirs de l'Association

Dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des opérations pr dans le présent Accord et sous réserve des dispositions de ce tous les biens et avoirs de l'Association seront exempts de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de

Section 7 Privilège en Matière de Communications

Les Etats-membres appliqueront aux communications l'Association le même traitement qu'aux communic autres Etats-membres.

Section 8 Immunités et Privilèges des Dirigeants et d

Tous les Gouverneurs, Administrateurs, suppléa le personnel de l'Association :

i) ne pourront faire l'objet de poursuites à raison des actes accomplis par eux dans l'exercice officiel de leurs fonctions, sauf lorsque l'Association aura levé cette immunité ,

ii) quand ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, ils bénéficieront, en matière de restrictions à l'immigration, de formalités d'enregistrement des étrangers, d'obligations militaires, en matière de restrictions de change, des mêmes immunités et des mêmes facilités que celles qui sont accordées par les Etats-membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres Etats-membres ,

iii) bénéficieront, en matière de facilités de voyage, du même traitement que celui qui est accordé par les Etats-membres aux représentants, fonctionnaires et employés de rang analogue des autres Etats-membres.

Section 9 Immunités Fiscales

a) l'Association, ses avoirs, biens, revenus, ainsi que ses opérations et transactions autorisées par le présent Accord seront exonérés de tous impôts et de tous droits de douane. L'Association sera également exemptée de toute obligation relative au recouvrement ou au payement d'un impôt ou droit quelconque.

b) Aucun impôt ne sera perçu sur les traitements et émoluments payés par l'Association à ses Administrateurs, suppléants, dirigeants ou employés, s'ils ne sont pas des citoyens, des sujets ou des ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions.

c) Aucun impôt d'une nature quelconque ne sera perçu sur les obligations ou valeurs émises par l'Association ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres ,

i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est émise par l'Association ;

ii) ou si un tel impôt a pour seule base juridique le lieu ou la monnaie d'émission, le lieu ou la monnaie de règlement prévu ou effectif ou l'emplacement d'un bureau ou autre centre d'opérations de l'Association.

d) Aucun impôt ne sera perçu sur une obligation ou valeur garantie par l'Association, ni sur les dividendes et intérêts correspondants, quel que soit le détenteur de ces titres ,

i) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle action ou obligation du seul fait qu'elle est garantie par l'Association ;

ii) ou si un tel impôt a pour seule base juridique l'emplacement d'un bureau ou centre d'opérations de l'Association.

REPUBLIC OF VANUATU

BILL FOR
THE INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS ACT
No. OF 1981

Arrangement of Sections

1. Interpretation.
2. Membership of International Financial Institutions.
3. Participation in Special Drawing Rights Department of the Fund.
4. Payments and Receipts.
5. Certain provisions of Agreements given force of law in Vanuatu.
6. Orders.
7. Repeal.
8. Commencement.

S C H E D U L E

PART 1
Articles of Agreement of the Fund

PART 2
Articles of Agreement of the World Bank

PART 3
Articles of Agreement of the Corporation

PART 4
Articles of Agreement of the Association

REPUBLIC OF VANUATU

BILL FOR
THE INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS ACT
No. ... OF 1981

To provide for membership of certain International Institutions and matters incidental thereto.

Be it enacted by the President and Parliament as follows :-

Interpretation. 1. In this Act -

"Association" means the International Development Association;

"Central Bank" means the Central Bank of Vanuatu;

"Corporation" means the International Finance Corporation;

"Fund" means the International Monetary Fund;

"Minister" means the Minister responsible for Finance;

"World Bank" means the International Bank for Reconstruction and Development.

Membership of International Financial Institutions. 2. The Minister or a person designated by him in writing is authorised to accept membership in the Fund, the World Bank, the Corporation and the Association and to accept the Articles of Agreement of these Institutions and the terms and conditions for membership in them by Vanuatu contained in resolutions of their respective boards of Governors by -

(a) signing the original copy of Articles of Agreement of these Institutions; and

(b) executing and depositing the prescribed instruments of acceptance and other documents which shall be required.

Participation in Special Drawing Rights Department of the Fund. 3. Upon the admission of Vanuatu to membership in the Fund, Vanuatu may become a participant in the Special Drawing Rights Department of the Fund and the Minister may, for such purposes, execute and deposit with the Fund on behalf of Vanuatu the instrument of participation stating that Vanuatu undertakes all the obligations of a participant in the Special Drawing Rights Department of the Fund in accordance with the law of Vanuatu and representing that Vanuatu has taken all steps necessary to enable it to carry out all of the obligations of a participant in the Special Drawing Rights Department of the Fund.

.../2.

Payments and Receipts.

4. (1) The Central Bank is authorised to borrow or otherwise acquire, by any appropriate means, and to pay on behalf of Vanuatu, the amounts that are payable from time to time to the Fund, the World Bank, the Corporation and the Association under the terms and conditions of the Resolutions relating to the membership of Vanuatu in these Institutions and under their respective Articles of Agreement and to make payments in connection with the participation of Vanuatu in the Special Drawing Rights Department of the Fund.

(2) The Central Bank is authorised to issue, in accordance with the Articles of Agreement of the Fund, the World Bank and the Association, any non-negotiable, non-interest bearing notes or similar obligations which may be necessary or appropriate in respect of the membership of Vanuatu in the Fund, the World Bank and the Association.

(3) Any sums received by Vanuatu from the Fund, including any amount of gold, currency or special drawing rights paid or allocated to Vanuatu by the Fund or which may be otherwise acquired by Vanuatu in consequence of its participation in the Special Drawing Rights Department of the Fund and any sums received by Vanuatu from the Association, the Corporation, the Fund and the World Bank on account of the subscriptions of Vanuatu therein or of supplementary resources contributed by Vanuatu, shall be paid to the Central Bank.

Certain provisions of Agreements given force of law in Vanuatu.

5. (1) The provisions of -

(a) the first sentence of section 2 (b) of Article VIII; sections 2 to 9 inclusive of Article IX; and Article XXI (b) of the Articles of Agreement of the Fund;

(b) sections 2 to 9 inclusive of Article VII of the Articles of Agreement of the World Bank;

(c) sections 2 to 9 inclusive of Article VI of the Articles of Agreement of the Corporation; and

(d) sections 2 to 9 inclusive of Article VIII of the Articles of Agreement of the Association,

shall upon the admission to membership of Vanuatu in these Institutions have the force of law in Vanuatu.

(2) Nothing in any of the Articles of Agreement referred to in subsection (1) shall be construed as -

(a) enabling the Fund, the World Bank, the Corporation or the Association to import goods free of customs duty without any restriction on their subsequent sale in the country to which they were imported;

.../3.

(b) conferring on these Institutions any exemption from duties or taxes which form part of the price of goods sold; or

(c) conferring on these Institutions, any exemption from taxes or duties which are in fact no more than charges for services rendered.

(3) The provisions referred to in subsection (1) are set out in the Schedule.

Orders. 6. The Minister may make orders not inconsistent with this Act for the better carrying out of the provisions hereof.

Repeal. 7. The International Development Association Joint Regulation No.8 of 1964 is repealed.

Commencement. 8. This Act shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

S C H E D U L E (Section 5)

PART 1

Articles of Agreement of the Fund

Article VIII Section 2 (b)

2. (b) Exchange contracts which involve the currency of any member and which are contrary to the exchange control regulations of that member maintained or imposed consistently with this Agreement shall be unenforceable in the territories of any member.

Article IX Sections 2 to 9

2. Status of the Fund

The Fund shall possess full juridical personality, and in particular, the capacity -

(i) to contract;

(ii) to acquire and dispose of immovable and movable property; and

(iii) to institute legal proceedings.

3. Immunity from judicial process

The Fund, its property and its assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of judicial process except to the extent that it expressly waives its immunity for the purpose of any proceedings or by the terms of any contract.

4. Immunity from other action

Property and assets of the Fund, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation, or any other form of seizure by executive or legislative action.

Immunity of archives

The archives of the Fund shall be inviolable.

Freedom of assets from restrictions

To the extent necessary to carry out the activities provided for in this Agreement, all property and assets of the Fund shall be free from restrictions, regulations, controls, and moratoria of any nature.

Privilege for communications

The official communications of the Fund shall be accorded by members the same treatment as the official communications of other members.

Immunities and privileges of officers and employees

All Governors, Executive Directors, Alternates, members of committees, representatives appointed under Article XII, Section 3 (j), advisors of any of the foregoing persons, officers, and employees of the Fund -

(i) shall be immune from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity except when the Fund waives this immunity;

(ii) not being local nationals, shall be granted the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements, and national service obligations and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by members to the representatives, officials, and employees of comparable rank of other members; and

(iii) shall be granted the same treatment in respect of travelling facilities as is accorded by members to representatives, officials, and employees of comparable rank of other members.

Immunities from taxation

(a) The Fund, its assets, property, income, and its operations and transactions authorized by this Agreement shall be immune from all taxation and from all customs duties. The Fund shall also be immune from liability for the collection or payment of any tax or duty.

(b) No tax shall be levied on or in respect of salaries and emoluments paid by the Fund to Executive Directors, Alternates, officers, or employees of the Fund who are not local citizens, local subjects, or other local nationals.

(c) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security issued by the Fund, including any dividend or interest thereon, by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because of its origin; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the place or currency in which it is issued, made payable or paid, or the location of any office or place of business maintained by the Fund.

Article XXI (b)

In addition to the privileges and immunities that are accorded under Article IX of this Agreement, no tax of any kind shall be levied on special drawing rights or on operations or transactions in special drawing rights.

.../5.

PART 2

Articles of Agreement of the World Bank

Article VII Sections 2 to 9

2. Status of the Bank

The Bank shall possess full juridical personality, and, in particular, the capacity -

(i) to contract;

(ii) to acquire and dispose of immovable and movable property;

(iii) to institute legal proceedings.

3. Position of the Bank with regard to judicial process

Actions may be brought against the Bank only in a court of competent jurisdiction in the territories of a member in which the Bank has an office, has appointed an agent for the purpose of accepting service or notice of process, or has issued or guaranteed securities. No actions shall, however be brought by members or persons acting for or deriving claims from members. The property and assets of the Bank shall, wheresoever located and by whomsoever held, be immune from all forms of seizure, attachment or execution before the delivery of final judgment against the Bank.

4. Immunity of assets from seizure

Property and assets of the Bank, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of seizure by executive or legislative action.

5. Immunity of archives

The archives of the Bank shall be inviolable.

6. Freedom of assets from restrictions

To the extent necessary to carry out the operations provided for in this Agreement and subject to the provisions of this Agreement, all property and assets of the Bank shall be free from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature.

7. Privilege for communications

The official communications of the Bank shall be accorded by each member the same treatment that it accords to the official communications of other members.

8. Immunities and privileges of officers and employees

All governors, executive directors, alternates, officers and employees of the Bank -

(i) shall be immune from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity except when the Bank waives this immunity;

(ii) not being local nationals, shall be accorded the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements and national service obligations and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by members to the representatives, officials, and employees of comparable rank of other members;

.../6.

(iii) shall be granted the same treatment in respect of travelling facilities as is accorded by members to representatives, officials and employees of comparable rank of other members.

Immunities from taxation

(a) The Bank, its assets, property, income and its operations and transactions authorized by this Agreement, shall be immune from all taxation and from all customs duties. The Bank shall also be immune from liability for the collection or payment of any tax or duty.

(b) No tax shall be levied on or in respect of salaries and emoluments paid by the Bank to executive directors, alternates, officials or employees of the Bank who are not local citizens, local subjects, or other local nationals.

(c) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security issued by the Bank (including any dividend or interest thereon) by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because it is issued by the Bank; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the place or currency in which it is issued, made payable or paid, or the location of any office or place of business maintained by the Bank.

(d) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security guaranteed by the Bank (including any dividend or interest thereon) by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because it is guaranteed by the Bank; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the location of any office or place of business maintained by the Bank.

PART 3

Articles of Agreement of the Corporation

Article VI Sections 2 to 9

Status of the Corporation

The Corporation shall possess full juridical personality and, in particular, the capacity -

(i) to contract;

(ii) to acquire and dispose of immovable and movable property;

(iii) to institute legal proceedings.

Position of the Corporation with Regard to Judicial Process

Actions may be brought against the Corporation only in a court of competent jurisdiction in the territories of a member in which the Corporation has an office, has appointed an agent for the purpose of accepting service or notice of process, or has issued or guaranteed securities. No actions shall, however, be brought by members or persons acting for or deriving claims from members. The property and assets of the Corporation shall, wheresoever located and by whomsoever held, be immune from all forms of seizure, attachment or execution before the delivery of final judgment against the Corporation. .../7.

4. Immunity of Assets from Seizure

Property and assets of the Corporation, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of seizure by executive or legislative action.

5. Immunity of Archives

The archives of the Corporation shall be inviolable.

6. Freedom of Assets from Restrictions

To the extent necessary to carry out the operations provided for in this Agreement and subject to the provisions of Article III, Section 5, and the other provisions of this Agreement, all property and assets of the Corporation shall be free from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature.

7. Privilege for Communications

The official communications of the Corporation shall be accorded by each member the same treatment that it accords to the official communications of other members.

8. Immunities and Privileges of Officers and Employees

All Governors, Directors, Alternates, officers and employees of the Corporation -

(i) shall be immune from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity;

(ii) not being local nationals, shall be accorded the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements and national service obligations and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by members to the representatives, officials, and employees of comparable rank of other members;

(iii) shall be granted the same treatment in respect of travelling facilities as is accorded by members to representatives, officials and employees of comparable rank of other members.

9. Immunities from Taxation

(a) The Corporation, its assets, property, income and its operations and transactions authorized by this Agreement, shall be immune from all taxation and from all customs duties. The Corporation shall also be immune from liability for the collection or payment of any tax or duty.

(b) No tax shall be levied on or in respect of salaries and emoluments paid by the Corporation to Directors, Alternates, officials or employees of the Corporation who are not local citizens, local subjects, or other local nationals.

(c) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security issued by the Corporation (including any dividend or interest thereon) by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because it is issued by the Corporation; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the place or currency in which it is issued, made payable or paid, or the location of any office or place of business maintained by the Corporation.

.../8.

(d) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security guaranteed by the Corporation (including any dividend or interest thereon) by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because it is guaranteed by the Corporation; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the location of any office or place of business maintained by the Corporation.

PART 4

Articles of Agreement of the Association

Article VIII Sections 2 to 9

Status of the Association

The Association shall possess full juridical personality and, in particular, the capacity -

(i) to contract;

(ii) to acquire and dispose of immovable and movable property;

(iii) to institute legal proceedings.

Position of the Association with Regard to Judicial Process

Actions may be brought against the Association only in a court of competent jurisdiction in the territories of a member in which the Association has an office, has appointed an agent for the purpose of accepting service or notice of process, or has issued or guaranteed securities. No actions shall, however, be brought by members or persons acting for or deriving claims from members. The property and assets of the Association shall, wheresoever located and by whomsoever held, be immune from all forms of seizure, attachment or execution before the delivery of final judgment against the Association.

Immunity of Assets from Seizure

Property and assets of the Association, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of seizure by executive or legislative action.

Immunity of Archives

The archives of the Association shall be inviolable.

Freedom of Assets from Restrictions

To the extent necessary to carry out the operations provided for in this Agreement and subject to the provisions of this Agreement, all property and assets of the Association shall be free from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature.

Privilege for Communications

The official communications of the Association shall be accorded by each member the same treatment that it accords to the official communications of other members.

8. Immunities and Privileges of Officers and Employees

All Governors, Executive Directors, Alternates, officers and employees of the Association -

(i) shall be immune from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity except when the Association waives this immunity;

(ii) not being local nationals, shall be accorded the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements and national service obligations and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by members to the representatives, officials, and employees of comparable rank of other members;

(iii) shall be granted the same treatment in respect of travelling facilities as is accorded by members to representatives, officials and employees of comparable rank of other members.

9. Immunities from Taxation

(a) The Association, its assets, property, income and its operations and transactions authorized by this Agreement, shall be immune from all taxation and from all customs duties. The Association shall also be immune from liability for the collection or payment of any tax or duty.

(b) No tax shall be levied on or in respect of salaries and emoluments paid by the Association to Executive Directors, Alternates, officials or employees of the Association who are not local citizens, local subjects, or other local nationals.

(c) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security issued by the Association (including any dividend or interest thereon) by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because it is issued by the Association; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the place or currency in which it is issued, made payable or paid, or the location of any office or place of business maintained by the Association.

(d) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security guaranteed by the Association (including any dividend or interest thereon) by whomsoever held -

(i) which discriminates against such obligation or security solely because it is guaranteed by the Association; or

(ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the location of any office or place of business maintained by the Association.

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE No 11 DE 1981

RELATIF AUX CONSEILS PROVINCIAUX (DATE DES ELECTIONS) (SECONDE REVISION)

Modifiant l'arrêté No. 88 de 1981 relatif aux Conseils provinciaux (Date des élections).

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

VU le paragraphe 2 a) de l'article 8 de la loi No.11 de 1980 relative à la décentralisation

A R R E T E:

Modification de l'article 1 (2) de l'arrêté No.88 de 1981

ARTICLE 1er. Modifier l'arrêté No.88 de 1981 relatif aux Conseils provinciaux (Date des élections) -

en abrogeant le paragraphe 2 de l'article 1 et en le remplaçant par le texte suivant:

ARTICLE 1er. 2)(a) Les élections provinciales d'Aoba et Maewo débuteront le 27 août 1981.

(b) Les élections provinciales de Tafea débuteront le 28 août 1981.

Entrée en vigueur

ARTICLE 2. Le présent arrêté entrera en vigueur au jour de sa signature.

FAIT à Port-Vila le août 1981.

M. F.K. TIMAKATA
Ministre de l'Intérieur

REPUBLIC OF VANUATU

The Local Government Councils (Date of Elections)

(Amendment No.2) Order No. 111 of 1981

To amend the Local Government Councils (Date of Elections) Order No. 88 of 1981.

IN EXERCISE of the power contained in Section 8 (2) (a) of the Decentralisation Act No. 11 of 1980, I hereby make the following Order:-

Amendment of Clause 1(2) of Order No. 88 of 1981

1. The Local Government Councils (Date of Elections) Order No. 88 of 1981 is amended by the repeal of sub-Clause 2 of Clause 1 and the substitution therefor of the following:-

"(2)(a) The election of councillors to the Local Government Council of Aoba/Maewo shall commence on the 27th day of August 1981.

(b) The election of councillors to the Local Government Council of Tafea shall commence on the 28th day of August 1981."

Commencement

2. This Order shall come into force on the date of its signature.

MADE at Port Vila the Day of August, 1981.

(for) F.K. TIMAKATA
Minister of Home Affairs

NOTICE OF DISSOLUTION OF PARTNERSHIP

NOTICE is hereby given that the partnership heretofore subsisting between LOUIS LAVAL and MARGARET McINTOSH carrying on business as restaurateurs at Port Vila under the style or firm of "THE COTTAGE" has been dissolved as from the 12th day of August 1981.

DATED at Port Vila the 13th day of August 1981.

.....

(MARGARET McINTOSH)

CHISWICK LIMITED

Notice is hereby given that at a meeting of the members of Chiswick Limited duly convened and held at Port Vila on the 29th July, 1981 the following special resolution was passed as a special resolution:-

That the company be wound up voluntarily.

DATED at Vila this 29th day of July, 1981.

R. F. Agius

Robert F. Agius
Liquidator of Chiswick Limited

WELLINGTON LIMITED

Notice is hereby given that at a meeting of the members of Wellington Limited duly convened and held at Port Vila on the 29th July, 1981. Robert Francis Agius was appointed Liquidator of the company for the purpose of carrying out the voluntary liquidation of the company.

DATED at Vila this 29th day of July, 1981.

R. F. Agius

Robert F. Agius
Liquidator of Wellington Limited